

Présidence de la République
Etat-Major Particulier
Centre des Hautes Etudes de Défense
et de Sécurité



LA CRISE MALIENNE ET SES CONSEQUENCES EN AFRIQUE DE L'OUEST

LE BULLETIN DU CHEDS

N°01/2020 septembre 2020

Le Mali, pays immense (1 241 238 kilomètres carrés), avec d'énormes potentialités (ressources minières et agricoles), traverse une période d'instabilité politique et de conflit depuis le coup d'État militaire de 2012 et l'occupation du nord du pays par des groupes armés (séparatistes touaregs et djihadistes venus essentiellement d'Algérie et de Libye après l'effondrement du régime de Kadhafi). A cela s'ajoutent depuis cinq ans, des violences intercommunautaires et la propagation des attaques des groupes djihadistes violents contre des pays voisins que sont le Burkina Faso, le Niger et la Côte d'Ivoire. La crise que traverse le Mali, pays frontalier du Burkina Faso, de la Guinée, de l'Algérie, du Niger, de la Côte d'Ivoire, du Sénégal et de la Mauritanie est complexe et multiforme. Il fait face à des défis politique, social, identitaire, économique, sécuritaire et même sanitaire pour faire référence à la pandémie de la COVID 19 comme le reste du monde.

Un mouvement de contestation, dirigé par l'imam Mahmoud Dicko, considéré comme très influent, avait fragilisé le régime de Ibrahima Boubacar Keita avant qu'il ne soit renversé par la junte militaire le 18 août 2020. Pourtant condamné par la communauté internationale et salué par les populations maliennes, le coup d'Etat militaire soulève aujourd'hui des questionnements notamment liés à la période de transition civile du pouvoir. En outre, la reconstruction de l'Etat malien demeure le principal enjeu. Cette situation n'est pas sans conséquences sur toute la sous-région ouest-africaine, particulièrement pour les pays frontaliers du Mali comme le Sénégal.

Nous nous proposons dans ce premier numéro du « *Bulletin du CHEDS* » de faire, une analyse de la situation sécuritaire et politique du Mali avec de possibles conséquences sur le reste de l'Afrique de l'Ouest, notamment le Sénégal.

1. Situation sécuritaire complexe

Le contexte sécuritaire prévalant au Nord-Mali, est depuis longtemps, favorable à l'implantation et au développement de la criminalité transnationale, du terrorisme et des trafics en tous genres (migrants, stupéfiants, cigarettes).

En effet, l'accumulation d'un terreau susceptible de nourrir tensions et instabilité mais également le sentiment d'injustice envers l'État central, accusé de négliger les populations du Nord, au profit de celles du Sud ont longtemps constitué des ingrédients propices à l'implantation de groupes criminels organisés.

D'ailleurs, des groupes criminels étrangers sont présents depuis plusieurs années dans la région. Comme le souligne Patrice Gourdin : « Depuis 2003, le nord du Mali subit le déplacement des bases opérationnelles des salafistes algériens vers le centre de la zone Sahara-Sahel ». Cependant, la guerre civile libyenne de 2011, qui s'inscrit dans le contexte de protestations populaires nationales dans les pays arabes, et l'intervention occidentale qui s'en est suivie ont constitué des facteurs aggravants favorables au renforcement des groupes terroristes et mouvements criminels qui sévissent dans le Sahel et notamment au Mali.

Selon une source sécuritaire citée par le journal Jeune Afrique, il y aurait ainsi « une convergence d'intérêts entre des hommes armés qui ont besoin d'argent et des groupes armés comme AQMI, disposant d'argent mais qui ont besoin d'armes ».

En tout état de cause, la dissémination des armes libyennes dans le Sahel, et en particulier au Nord-Mali, est d'envergure : pickups, mitrailleuses lourdes, lance-roquettes antichars RPG-7, plusieurs centaines de kilos d'explosifs Semtex, détonateurs, AK-47, munitions en tous genres, etc. Les djihadistes et leurs alliés opèrent comme des groupes mafieux pour s'approvisionner en devises et en armes. Ils attisent des conflits séculaires entre communautés. Ils profitent surtout de la faiblesse et de la défaillance de l'Etat malien pour se mouvoir avec agilité et multiplier les attaques ciblées, minant la confiance de la population dans l'intervention de la communauté internationale. Ces menaces protéiformes fragilisent la paix et la sécurité internationale et hypothèquent la stabilité et le développement des Etats dans la quasi-totalité des régions, dont certaines comme l'Afrique restent les plus affectées. En effet, l'Afrique s'illustre en ce début du 21^{ème} siècle comme un continent à très forte conflictualité.

Terrain de prédilection du terrorisme et de crimes transfrontaliers, le Mali souffre d'une situation qui résulterait de facteurs concomitants, dont, entre autres, la coexistence d'un Etat sans moyens, aux faiblesses institutionnelles et communautaires chroniques, avec d'immenses espaces territoriaux, libres de tout contrôle, et une pauvreté affectant des populations en majorité jeunes. Il s'agit, en tout cas, d'un espace complexe, avec des populations organisées, qui connaissent le terrain et qui ont tissé des solidarités et des liens forts. C'est enfin un espace contrôlé par des acteurs non étatiques devenant souvent une zone grise, d'irréductibilité, de fragilité, de vulnérabilité et d'une insécurité généralisée.

La situation sécuritaire au Mali est confuse et commence à perdurer. Les manifestations de l'insécurité dans ce pays sont multiples, tandis que leurs causes et conséquences sont à la fois structurelles et conjoncturelles¹. Le Mali est aujourd'hui un théâtre d'opérations avec la présence de plusieurs groupes armés et organisations extrémistes violents. Il y a des dizaines de groupes ou milices djihadistes, affiliées à Daech ou à Al-Qaïda², agissant sur ces territoires immenses. Le nombre de djihadistes opérationnels est estimé entre 3 000 et 5 000, selon le site d'information « *Ouest-France* »³. La même source révèle que le dispositif international est numériquement supérieur (plus de 20 000 entre les 4 500 Français, les 13 000 sous mandat ONU (MINUSMA) et la Force du G5 Sahel). En dépit de cette forte présence, la réponse militaire aux défis sécuritaires semble impuissante. Les groupes djihadistes continuent d'occuper des positions et font subir des pertes matérielles et en vies humaines sur le terrain malgré le renforcement de capacités et en formation de l'Armée malienne. L'absence de bilan de l'Armée malienne soulève la problématique de sa capacité à faire face aux groupes djihadistes au moment où la population

¹ Note conceptuelle 6^{ème} Forum international de Dakar sur la Paix et la Sécurité en Afrique, 18 et 19 novembre 2019

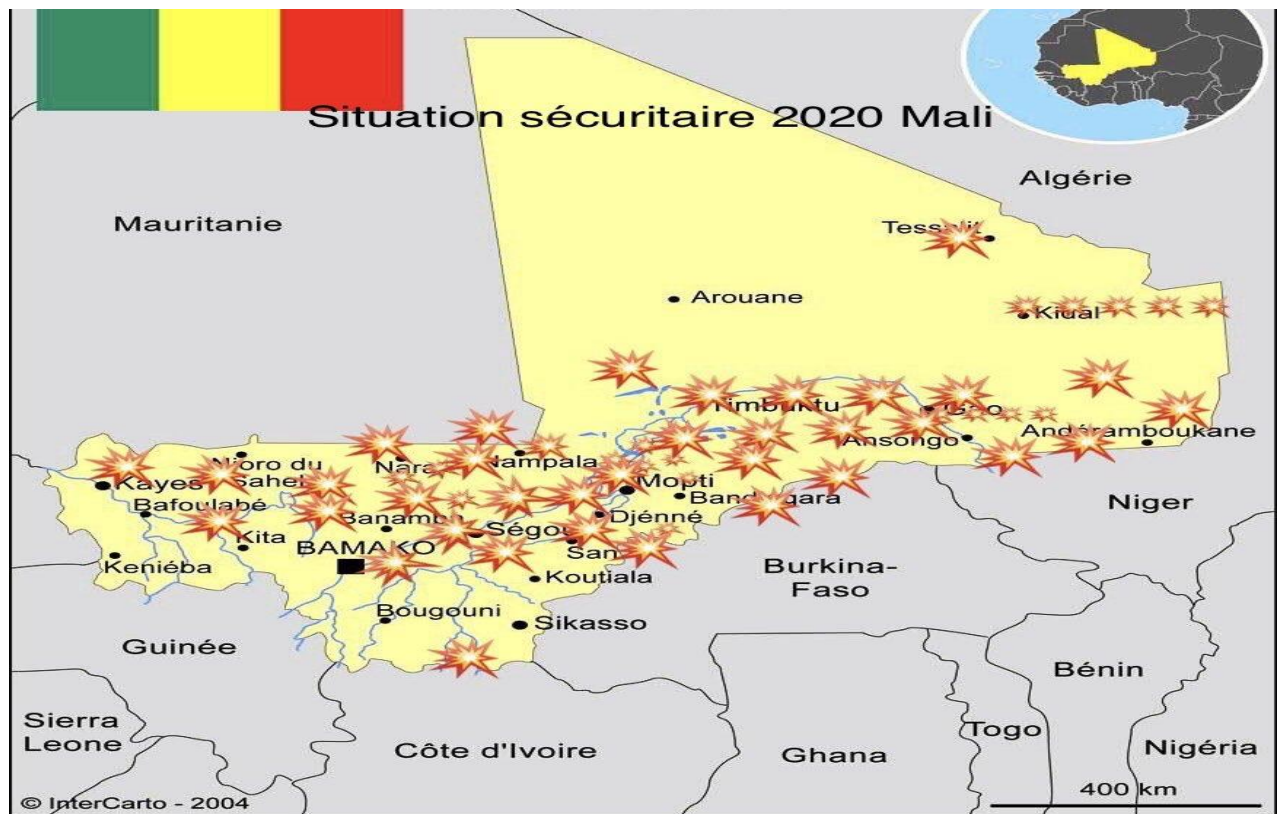
² Mouvement National de Libération de l'Azawad, MNLA. (composé des militaires Touaregs de nationalités différentes fuyant le conflit libyen et rentrés au Mali avec l'accord des Autorités de Bamako, et de certains militaires déserteurs de l'armée Malienne d'origine Touareg) et d'autres groupes islamistes dont les principaux sont Al-Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI), Ansar Dine (Défenseur de l'Islam), le Mouvement pour l'Unité et le Jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO) et le Boko Haram...

³ www.Ouest-France.fr, éditorial. Au Mali, une guerre de longue haleine, publié le 27 novembre 2019 par Laurent MARCHAND

pose la pertinence de la réponse militaire. Toutefois, il serait risqué d'envisager l'abandon du terrain car cela pourrait être une opportunité offerte aux organisations djihadistes d'étendre leurs zones de contrôle. De la même manière, il faudrait tirer les enseignements de ce qui s'est passé en Afghanistan car une armée étrangère pourrait être perçue comme une armée d'occupation par les populations locales⁴.



⁴ Un millier de Maliens ont manifesté vendredi 10 janvier 2020 à Bamako pour réclamer le départ des troupes étrangères, en particulier de la force française Barkhane, à trois jours d'un sommet en France destiné à « clarifier » les rôles dans la lutte contre le djihadisme au Sahel.



La situation sécuritaire évolutive au Mali de 2013 à 2020⁵

A cette situation sécuritaire inquiétante s'ajoute aujourd'hui une crise politique qui amplifie l'instabilité du Mali.

2. Situation politique incertaine

L'avenir politique du Mali est incertain depuis le mardi 18 août 2020 date à laquelle le président Ibrahim Boubacar Keïta (IBK) a été renversé puis contraint de démissionner par des militaires. Ce coup d'Etat intervient dans un contexte de crise sociale et politique, après une série de manifestations du M5, le mouvement de contestation qui demande, depuis le 5 juin 2020, le départ du président IBK et de son régime.

Les observateurs sont unanimes pour décrire une dégradation de la situation sécuritaire au Mali compte tenu des manifestations politiques persistantes. Avant la démission du Président I B K, quatre grandes manifestations ont été organisées en moins de deux mois par la coalition d'opposition du Mouvement du 5 juin-Rassemblement des forces patriotiques (M5-RFP), formée de chefs religieux, d'hommes politiques, de partis politiques et de la société civile, qui contestent le président I B Keïta, au pouvoir depuis 2013.

Une fois de plus, la France, l'ONU, l'Union africaine, la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et l'Union européenne condamnent ce qu'elles considèrent comme un coup d'Etat. Par contre, les maliens ont plutôt bien accueilli la chute du président Ibrahim Boubacar Keïta. Mais ils souhaitent que les militaires passent la main rapidement à un pouvoir civil.

⁵ <https://twitter.com/sysawane/status/1295174329118883843/photo/2>: les trois cartes montrent la détérioration évolutive de la sécurité au Mali de 2013 à 2020.

L'un des déclencheurs de la crise a été l'invalidation par la Cour constitutionnelle, à la fin du mois d'avril, d'une trentaine de résultats des élections législatives de mars-avril, dont une dizaine en faveur de la majorité présidentielle. Cette décision, s'ajoutant au climat d'exaspération nourri depuis des années par l'instabilité sécuritaire dans le centre et le nord du pays, le marasme économique et une importante corruption, a entraîné une série de manifestations pour réclamer le départ du chef de l'Etat.

Dès les premières semaines des manifestations organisées par le M5-RFP, le plan de sortie de crise déployé par la CEDEAO résultant de la visioconférence de cinq chefs d'Etat le 27 juillet, a été rejeté par l'opposition qui a réclamé à nouveau le départ du président Ibrahim Boubacar Keïta.

Aux dernières nouvelles, par le communiqué final de son sommet à Niamey, la CEDEAO en date du 7 septembre, a demandé à la junte au pouvoir, de désigner un président ainsi qu'un Premier ministre de transition d'ici le 15 septembre 2020⁶. Il serait justifié de lever d'abord les indéterminations face à la forme de transition souhaitée par les maliens et surtout d'anticiper sur le risque d'implosion au sein même du M5. Mais dans un contexte post-coup d'Etat encore incertain et surtout de crises sécuritaire, économique et politique, les acteurs politiques et, dans une certaine mesure, la junte militaire détentrice aujourd'hui du pouvoir devraient organiser des élections. Toutefois, l'organisation des élections au Mali pourrait s'avérer difficile au regard des défis nécessaires à leur bonne préparation.

Les agissements des chefs d'Etat montrent que la résolution de cette crise constitue un enjeu majeur pour les Etats de l'Afrique de l'Ouest. La CEDEAO, même si des décisions n'ont jusque-là pas donné le résultat escompté, a démontré sa volonté de résoudre cette crise.

De plus, l'ONU, la France, le G5 Sahel et surtout le voisinage immédiat sont préoccupés par la situation politique actuelle qui pourrait avoir des conséquences sécuritaires et politiques imprévisibles sur le reste de l'Afrique de l'Ouest.

Il serait cependant risqué de mener une action militaire multilatérale contre ce pays car cela pourrait entraîner des conséquences incalculables : développement d'un sentiment nationaliste, résistance de l'Armée malienne.

3. Implications dans la sous-région

Dans ce contexte, ce n'est pas seulement la stabilité du Mali qui est en jeu, mais celle de toute l'Afrique. Ce qu'il est désormais convenu d'appeler la crise du Mali et plus globalement la bande sahélo-saharienne, menace dangereusement la stabilité du continent, au point de faire émerger des néologismes lexicaux du genre : « africanistan⁷ », sahélistan⁸ »...

A ce titre, l'incidence de la situation sécuritaire et politique interne et les dynamiques géopolitiques qui caractérisent ce pays, peuvent se ressentir très loin. En effet, la situation sécuritaire se dégrade et la population s'impatiente face à la prise en charge de leurs revendications.

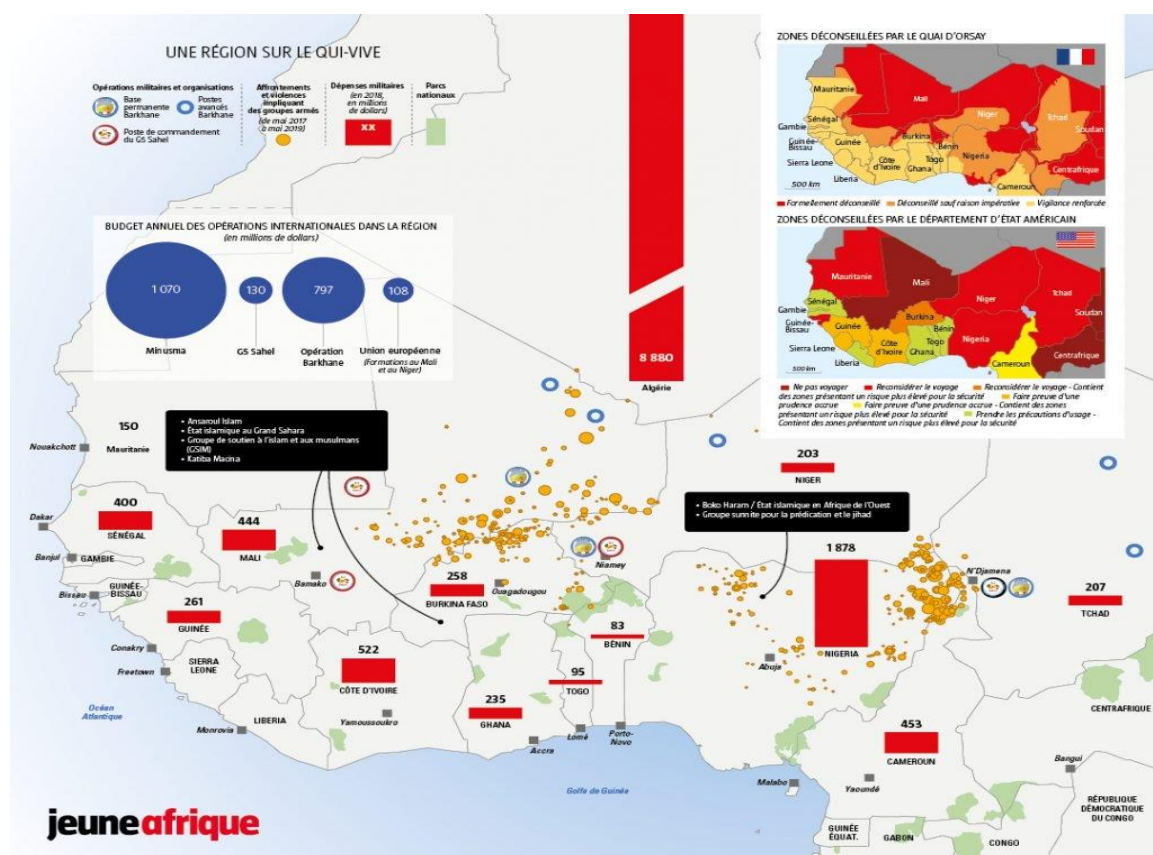
⁶ Communiqué du sommet des chefs d'Etat de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest, tenu à Niamey, Niger, le lundi 7 septembre 2020

⁷ Serge Michailof, Africanistan : L'Afrique en crise va-t-elle se retrouver dans nos banlieues ? Ed. Fayard, 2015, p.320.

⁸ Samuel LAURENT, Sahelistan. De la Libye au Mali. Au cœur du nouveau jihad. Ed Seuil, 2013, p.384

Des efforts ont été consentis au niveau de l'ONU, de l'UA et de la CEDEAO pour apporter des solutions aux crises et conflits, notamment à travers des initiatives soutenues par la Communauté internationale.

Il en est de même d'autres initiatives bilatérales et multilatérales qui ont vu le jour et qui ambitionnent de soulager cette région de ses maux quasi chroniques. On pourrait citer entre autres le G5 Sahel qui s'inscrit parfaitement dans cette dynamique et illustre la volonté politique et la résilience des Etats de la région dans ce combat contre l'insécurité.



Menace djihadiste : l'Afrique de l'Ouest en état d'urgence⁹

Aujourd'hui, aucune région n'est à l'abri et le monde est confronté à ce spectre à tendance déferlante, dans un contexte géopolitique et géostratégique de plus en plus complexe, où les vulnérabilités et les fragilités sont exacerbées, même pour les grandes puissances. Ainsi, si le terrorisme est perçu par certains comme un phénomène « égalisateur de puissances »¹⁰, il est également considéré par d'autres comme étant à l'origine de « l'impuissance de la Puissance »¹¹, notamment depuis les attentats du 11 septembre 2001, ou encore comme un des grands maux du siècle passé qui se perpétue dans le siècle présent.

Pour l'Afrique de l'Ouest, une aggravation de la situation au Mali pourrait avoir des répercussions dans les pays voisins comme le Niger et le Burkina Faso, également théâtres d'attentats djihadistes. "Le temps presse et les risques sont grands. Nous devons donc sortir de ce sommet extraordinaire avec des solutions durables et des décisions fortes, à même de

⁹ La menace djihadiste s'étend inexorablement vers le sud et concerne désormais tous les pays côtiers. Comment et avec quels moyens ces derniers s'organisent-ils pour y faire face ? Enquête. <https://www.jeuneafrique.com/mag/776655/politique>

¹⁰ Général GALLONS

¹¹ Bertrand BADIE, L'impuissance de la puissance, Essai sur les nouvelles relations internationales, Paris, Fayard, 2004, 293 pages.

garantir la stabilité du Mali et donc de la région”, a déclaré le Président nigérien Mahamadou Issoufou, lors du Sommet de la CEDEAO. De plus, dans certains pays (Côte d’Ivoire, Guinée), la question du troisième mandat présidentiel génère toujours des contentieux. Par l’effet de contagion, elle pourrait amener les populations de ces pays à se soulever contre leur régime et menacer la stabilité de la sous-région.

L’économie de certains pays ouest-africains, en particulier le Sénégal et la Côte d’Ivoire, risque de ressentir négativement la crise qui secoue actuellement le Mali car une importante quantité de ses exportations passe par les ports de ces pays.

Le Sénégal, en particulier, affiche une relative stabilité, malgré la crise en Casamance dont le niveau de violence a considérablement baissé et le risque de menace terroriste, en plus des défis sécuritaires internes (niveau de vie bas, taux de chômage élevé, forte explosion démographique et une migration accrue des jeunes vers les pays du Nord, etc...).

Le Sahel et le Mali, en particulier, représentent une porte d’entrée potentielle de l’extrémisme violent et du terrorisme. La position géographique des régions de Tambacounda et de Kédougou excentrées, leur proximité avec le Sahel ainsi que les défis liés à l’orpaillage, favorisent le développement d’activités illicites et exposent le Sénégal à l’infiltration des groupes extrémistes violents opérant actuellement dans la zone saharo-saharienne.

En définitive, il existe donc des conséquences potentielles du développement de la situation politique et sécuritaire sur le Sénégal et le reste de l’Afrique de l’Ouest.

Sous ce rapport, l’objectif de la paix au Mali ne peut pas seulement être perçu comme une nécessité, mais aussi comme une urgence vitale pour toute la sous-région, donnant ainsi tout son sens au triptyque paix-sécurité-développement¹².

D’un point de vue stratégique et opérationnel, la question centrale de la sécurité au Mali, tourne de nos jours autour de l’efficacité des approches et des outils mis en œuvre par la communauté internationale et les Etats pour combattre toutes ces menaces à la paix, à la sécurité, à la démocratie et au développement.

¹² Cf. Actes 5^{ème} édition du Forum international de Dakar sur la Paix et la Sécurité en Afrique, les 05 et 06 novembre 2018, sur le thème : « Sécurité, paix et développement durables en Afrique ».